

## Septième Conférence internationale sur l'éducation des adultes (CONFINTEA VII) Forum du secteur privé : Collaborer à l'apprentissage et à l'éducation des adultes

Mardi 14 juin 2022  
13 h 00 – 16 h 00 (CEST)



### CONFINTEA VII : aperçu

La **septième Conférence internationale sur l'éducation des adultes (CONFINTEA VII)**, organisée par l'UNESCO en coopération avec le Gouvernement marocain, se tiendra du 15 au 17 juin 2022 en ligne et en présentiel. Placé sous le thème « *Apprentissage et éducation des adultes en vue du développement durable – un programme transformateur* », elle rassemblera plus de 1 000 participants qui feront le bilan des difficultés rencontrées et des résultats obtenus dans le domaine de l'apprentissage et de l'éducation des adultes depuis la CONFINTEA VI en 2009. Cette rencontre sera également l'occasion de s'intéresser aux politiques efficaces en matière d'apprentissage et d'éducation des adultes, dans une perspective d'apprentissage tout au long de la vie et dans le cadre des objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies.

C'est dans ce contexte que le **Forum du secteur privé** se tiendra **en ligne le mardi 14 juin 2022, de 13 heures à 16 heures (CEST)**. Il constituera une manifestation parallèle essentielle en amont de la CONFINTEA VII et sera suivi d'un « **marché** » virtuel d'une heure, de **16 h 30 à 17 h 30 (CEST)**<sup>1</sup>, qui aura

<sup>1</sup> Une note conceptuelle spécialement consacrée à ce marché virtuel est disponible.

pour objet de présenter les solutions d'apprentissage innovantes du secteur privé et de faciliter le dialogue sur les possibilités de partenariat et de collaboration.

## Objectif

---

La session sera l'occasion de présenter les contributions actuelles des acteurs privés à l'apprentissage et à l'éducation des adultes. Elle éclairera également la façon dont le rôle du secteur privé dans l'apprentissage et l'éducation des adultes va évoluer pour s'adapter au changement rapide des sociétés et des économies. Les bonnes pratiques d'apprentissage et d'éducation des adultes employées par les acteurs privés pour faire face à des enjeux sociétaux plus larges seront examinées, afin de recenser les mécanismes susceptibles de renforcer la mobilisation du secteur privé, d'établir un écosystème plus solide pour promouvoir l'apprentissage et l'éducation des adultes et d'instaurer un droit à l'apprentissage et à l'acquisition de compétences tout au long de la vie.

## Contexte

---

L'apprentissage et l'éducation des adultes jouent un rôle essentiel dans la réalisation de l'objectif de développement durable 4 visant à assurer à tous une éducation équitable, inclusive et de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie. Ils sont un atout pour surmonter les défis économiques, sociaux et environnementaux les plus urgents. Pourtant, trop d'adultes ne bénéficient toujours pas de possibilités d'apprentissage adéquates. Selon le 4<sup>e</sup> Rapport mondial de l'UNESCO sur l'apprentissage et l'éducation des adultes (GRALE 4), dans près d'un tiers des pays, moins de 5 % des adultes âgés de 15 ans et plus participent à des programmes d'éducation et d'apprentissage. Ce défi est au cœur du mandat mondial de l'UNESCO, comme en témoigne le Cadre d'action Éducation 2030.

Le secteur privé peut jouer un rôle important en tant que partenaire clé dans l'offre d'apprentissage et d'éducation des adultes et participe déjà à redéfinir le paysage de l'apprentissage tout au long de la vie. C'est notamment le cas dans les pays à revenu élevé tels que la Suède, où les activités du secteur privé en faveur de l'apprentissage et de l'éducation des adultes, qui concernaient 5,5 % de la population adulte en 1975, ont augmenté pour toucher 58 % de cette population en 2012, selon les données du PEICA. Cependant, dans un monde qui change de manière rapide et radicale, les défis auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui en termes d'éducation deviennent de plus en plus complexes. Le creusement des inégalités, le vieillissement de la population, le changement climatique, les nouvelles technologies et les chocs exogènes (comme la pandémie de COVID-19) font évoluer les métiers et les compétences nécessaires pour pouvoir s'adapter à ces transformations. Il appartient au secteur privé de répondre à ces enjeux sociétaux d'envergure, de façon à donner aux apprenants adultes les moyens de réaliser leur plein potentiel, au-delà de l'acquisition des compétences conventionnelles.

Dans ce contexte de l'apprentissage et de l'éducation des adultes face à l'évolution du monde du travail, les thèmes suivants ont été retenus comme prioritaires pour le présent Forum du secteur privé.

## L'avenir du travail

---

De nouvelles compétences apparaissent en permanence, et l'incertitude devient la norme, un phénomène qui a été accentué par la pandémie de COVID-19. Partout dans le monde, le marché du travail a connu des **transformations technologiques** fulgurantes sous l'effet de l'essor de l'intelligence artificielle (IA), de l'automatisation et de la cinquième génération de technologies de communications mobiles (5G), qui vont s'accompagner de destructions et de créations d'emplois en grand nombre. Le recours accru à l'IA et à l'automatisation, souvent qualifié de « quatrième révolution industrielle », transforme l'environnement de travail : il rend moins nécessaire l'intervention humaine dans de nombreux processus de travail, tout en créant une demande d'apprentissage tout au long de la vie, les

populations s'efforçant de s'adapter à ces nouvelles technologies. La transformation vers la numérisation remet inévitablement en cause l'emploi formel et les avantages sociaux qui y sont associés, créant une économie des petits boulots. Bien avant la crise de la COVID-19, **l'économie parallèle** était déjà florissante et représentait 61 % des emplois (notamment dans l'agriculture) dans le monde, 68 % en Asie-Pacifique et dans les États arabes, et jusqu'à 86 % en Afrique subsaharienne (OIT, 2018). Il n'est plus possible aujourd'hui de considérer l'emploi informel comme l'apanage des secteurs dits « traditionnels » destiné à faire place progressivement à des secteurs « modernes » avec le développement économique. Il est nécessaire d'adopter des approches novatrices pour permettre aux travailleurs du secteur informel de bénéficier d'une formation professionnelle et d'une protection sociale.

Dans le même temps, la réalité de la **crise climatique** crée une demande de plus en plus forte pour des secteurs et des compétences « verts ». Désormais le changement climatique impossible à ignorer, même dans les régions les plus riches du monde, conduit à l'obsolescence des industries néfastes pour l'environnement et stimule l'innovation dans le secteur de la production agricole. Chacun va devoir perfectionner et renforcer ses compétences, dans le secteur formel, mais aussi dans l'économie informelle, ainsi que chez les indépendants et les travailleurs aux formes d'emploi atypiques. Les travailleurs actuels doivent s'attendre à devoir se réorienter et se perfectionner plusieurs fois au cours de leur vie, ce qui fait de l'apprentissage tout au long de la vie une priorité pour les adultes.

## Diversité et participation inclusive

---

La participation inclusive à l'apprentissage tout au long de la vie et à l'éducation des adultes a progressé ces dernières années, notamment grâce au développement de l'apprentissage en ligne. Cependant, elle reste insuffisante pour réaliser l'ODD 4 du Programme 2030. Les **transitions démographiques** demandent d'être capable de s'adapter et d'acquérir de nouvelles aptitudes et compétences, en particulier dans les sociétés vieillissantes. De nombreux pays d'Europe et d'Asie de l'Est connaissent un vieillissement rapide de leur population, dans laquelle des cohortes de plus en plus réduites de personnes en âge de travailler subviennent aux besoins de personnes âgées de plus en plus nombreuses. L'âge de la retraite reculant à mesure que s'allonge l'espérance de vie, ces pays doivent renforcer les compétences des travailleurs âgés. Dans le même temps, la plupart des pays d'Afrique subsaharienne et, dans une moindre mesure, d'Asie du Sud, connaissent une explosion du nombre de jeunes, ce qui nécessite un élargissement rapide et permanent des systèmes d'éducation et de formation, ainsi que la création d'emplois à grande échelle. Les travailleurs sont donc appelés à connaître des transitions non linéaires entre le marché du travail et la formation, en reprenant des études pour préparer un changement de carrière ou en participant à des programmes d'apprentissage en cours d'emploi. On s'attend donc à ce que la plupart des personnes employées aujourd'hui changent d'emploi et de métier plusieurs fois au cours de leur vie, ce qui impose des reconversions, un perfectionnement et un apprentissage tout au long de la vie d'une ampleur sans précédent.

Les **groupes vulnérables**, comme les réfugiés, les déplacés, les migrants, les personnes handicapées, les minorités et autres populations défavorisées, sont particulièrement sous-représentés et négligés dans les programmes d'éducation des adultes et se trouvent privés d'un accès essentiel aux possibilités d'apprentissage tout au long de la vie. Selon le GRALE 5, plus de 60 % des pays ne font état d'aucune amélioration concernant la participation des minorités et des migrants, et dans 24 % des pays la participation des populations rurales à l'apprentissage et à l'éducation des adultes a diminué depuis 2018. Les obstacles institutionnels, tels que la difficulté d'accès aux cours et aux programmes et/ou les frais élevés, dissuadent les groupes vulnérables de participer à l'apprentissage et à l'éducation des adultes. En outre, le manque de données de qualité est un obstacle pour lutter contre les inégalités dans ce domaine, plus d'un tiers des pays (37 %) ayant déclaré ne pas connaître les taux de participation des groupes minoritaires, des réfugiés et des migrants à l'apprentissage et à l'éducation des adultes. Dans de nombreuses régions du monde, la **participation des femmes** à l'apprentissage et à la société reste très en-deçà de celle des hommes, en raison d'un accès limité aux possibilités de formation et d'emploi. Si

leur présence dans les programmes d'apprentissage et d'éducation des adultes progresse, les femmes participent moins souvent aux programmes de perfectionnement professionnel, ce qui pose un problème d'égalité des chances sur le marché du travail.

## Vers une citoyenneté mondiale active

---

Les sociétés sont confrontées à des problèmes dans la représentation politique, les institutions et la gouvernance. Le désengagement politique, les troubles sociaux, les tensions engendrées par les discours de haine, les préjugés ou la discrimination mettent à l'épreuve les régimes politiques en place. Depuis peu, on observe une demande croissante en faveur d'une éducation qui inculque aux individus, en tant qu'**agents du changement**, des connaissances, des compétences, des valeurs et des attitudes conduisant à une transition écologique durable de nos sociétés, comme le préconisent le Cadre pour l'éducation en vue du développement durable pour 2030 ainsi que la cible 4.7 des ODD. Bien que les pays ne disposent pas d'une définition commune de **l'éducation à la citoyenneté**, celle-ci est généralement considérée comme un ensemble d'éléments tels que l'éducation civique, la pensée critique, la protection de l'environnement, les droits de l'homme et l'éducation aux médias. La **citoyenneté mondiale** va un peu plus loin, en créant un échelon supplémentaire de soutien à la citoyenneté active dans quatre domaines – les droits de l'homme, les questions environnementales, la justice sociale et économique, et la diversité culturelle – qui englobe les principes de liberté et d'égalité pour tous, dans le monde entier.

Les améliorations apportées à l'apprentissage et à l'éducation des adultes n'ont pas concerné de manière homogène toutes les matières essentielles. Les pays font effectivement état de progrès significatifs dans la qualité de l'alphabétisation et des compétences élémentaires ainsi que dans la formation continue et le développement professionnel, mais les progrès en matière d'éducation à la citoyenneté sont négligeables. Seuls 2 % des 111 pays notent des progrès dans l'élaboration de critères de qualité pour les programmes d'éducation à la citoyenneté, selon le rapport GRALE 4. L'enquête révèle une très faible participation aux programmes d'éducation à la citoyenneté, malgré le rôle décisif de celle-ci dans la promotion et la protection de la liberté, de l'égalité, de la démocratie, des droits de l'homme, de la tolérance et de la solidarité. C'est pourquoi la partie thématique de la 5<sup>e</sup> édition du GRALE – qui paraîtra à l'occasion de la CONFINTEA VII – met particulièrement l'accent sur l'éducation à la citoyenneté et la nécessité d'un changement radical dans la façon dont nous percevons les uns les autres et dont nous concevons notre place dans la nature. Le secteur privé a un rôle central à jouer dans l'offre de programmes d'apprentissage et d'éducation des adultes visant à répondre aux enjeux de société essentiels et à permettre aux gens de devenir des citoyens du monde actifs et responsables.

## Perspectives

---

La crise de la COVID-19, les changements technologiques et la transition vers le développement durable entraîneront des destructions et des créations d'emplois, un bouleversement des secteurs d'activité existants et l'apparition de nouvelles industries, qui sont difficiles à prévoir. Les pays devront coopérer pour harmoniser leurs objectifs en matière de compétences avec les évolutions économiques et les besoins du marché du travail. Le **secteur privé** a donc un rôle central à jouer pour exprimer les besoins de compétences, proposer une formation en milieu professionnel, investir dans les compétences ainsi que reconnaître, homologuer et valoriser les compétences acquises. La plupart des pays relèvent que les partenariats public-privé constituent un moyen décisif et efficace de financer et proposer des programmes d'apprentissage et d'éducation des adultes. Cette séance aura pour objet d'étudier les différents mécanismes et/ou approches permettant au secteur privé de proposer des programmes d'apprentissage et d'éducation des adultes en vue de recenser les meilleures pratiques. Elle comprendra également un débat sur la coopération nécessaire pour faire avancer ce programme essentiel pour l'apprentissage tout au long de la vie et formulera des recommandations clés pour aller de l'avant, qui viendront nourrir le cadre d'action de la CONFINTEA VII.

## Résultats escomptés

Le Forum du secteur privé permettra :

- aux acteurs privés de mieux comprendre l'écosystème en place dans le domaine de l'apprentissage et de l'éducation des adultes ;
- d'envisager l'évolution du rôle du secteur privé à cet égard compte tenu de la nature changeante de notre monde et de la transformation de l'environnement de travail ;
- d'examiner les meilleures pratiques en matière d'apprentissage et d'éducation des adultes et leurs effets concrets sur l'inclusion et les besoins de la société au sens large ;
- de recenser les mécanismes et partenariats susceptibles de favoriser la mobilisation du secteur privé pour la promotion de l'apprentissage et de l'éducation des adultes ;
- de mettre en place un écosystème du secteur privé plus solide pour promouvoir l'apprentissage et l'éducation des adultes ainsi que d'instaurer un droit à l'apprentissage et à l'acquisition de compétences tout au long de la vie ;
- d'encourager la coopération directe avec les acteurs du secteur privé et de tirer parti des réseaux existants du secteur privé au sein de l'UNESCO et de ses instituts ;
- de produire un **rapport de synthèse** indiquant ses principales conclusions, solutions innovantes et recommandations en vue de contribuer à la séance plénière d'ouverture et au cadre d'action de la CONFINTEA VII.

## Participants

Représentants du secteur privé, gouvernements, organisations multilatérales et régionales, société civile, ONG, jeunes, chercheurs et experts.

## Programme

Le Forum du secteur privé se tiendra en ligne via la **plate-forme Zoom**. L'interprétation sera proposée dans quatre langues : **anglais, arabe, espagnol et français**. Durée : **3 heures (180 min)**.

Forum du secteur privé – Mardi 14 juin 2022	
13 h 00 – 13 h 10	<b>Ouverture</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Mr Daniel Baril</b>, Directeur General, Institut de Coopération pour l'Éducation des Adultes ; Président du Conseil d'Administration de l'Institut pour l'apprentissage tout au long de la vie</li><li>• <b>H.E. Mr Younes Sekkouri</b>, Ministre de l'Inclusion économique, de la Petite entreprise, de l'Emploi et des Compétences, Maroc</li><li>• <b>Mr Chakib Alj</b>, Président, Confédération Générale des Entreprises Du Maroc</li></ul>
13 h 10 – 13 h 50	<b>Séance 1 : L'avenir du travail</b> Modératrice : <b>Ms. Sarah Elson-Rogers</b> , Chef de l'équipe Innovation et Avenir de l'EFTP,

	<p>UNESCO-UNEVOC</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Mr Patrick Daru</b>, Directeur des Operations, Organisation Mondiale du Travail, Programme dédié aux compétences et à l'apprentissage tout au long de la vie</li> <li>• <b>Ms Serena Brown</b>, Responsable mondiale de la responsabilité civique d'entreprise, KMPG International</li> <li>• <b>Mr Matt Sigelman</b>, Président, Burning Glass Institute</li> </ul> <p>Questions/réponses</p>
13 h 50 – 14 h 30	<p><b>Séance 2 : Diversité et inclusion</b></p> <p>Modérateur : <b>Ramon Iriarte</b>, Education, Spécialiste des Programmes, Bureau de l'UNESCO a Santiago</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Mr Neil Butcher</b>, Fondateur, Neil Butcher &amp; Associates</li> <li>• <b>Ms Reem Mansour</b>, Responsable de pays pour la Jordanie, Campus Kiron</li> <li>• <b>Mr Kishan Gopal Laddha</b>, Directeur des services d'alphabétisation, Tata Consultancy Services</li> </ul> <p>Questions/réponses</p>
14 h 30 – 15 h 10	<p><b>Séance 3 : Citoyenneté mondiale active</b></p> <p>Modérateur : <b>Mr Olivier Pieume</b>, Spécialiste des Programmes, Bureau de l'UNESCO a Dakar</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Mr Michael Fung</b>, Conseiller, Skills Future ; Directeur exécutif de l'Institut pour l'avenir de l'éducation, Tecnológico de Monterrey</li> <li>• <b>Mr Hernan Araneda</b>, Responsable du développement humain, Fundación Chile</li> <li>• <b>Ms Sijtske Ouderkerken</b>, Chef de Programme de Yuverta a (la zone réactive de) Houten et Capitaine Régional de la Plateforme Européenne pour le verdissement des villes</li> </ul> <p>Questions/réponses</p>
15 h 10 – 15 h 50	<p><b>Séance 4 : Perspectives</b></p> <p>Modérateur : <b>Mr Friedrich Huebler</b>, Directeur, UNESCO-UNEVOC</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Mr Filipe Cassapo</b>, Directeur de LelloLab ; Président d'Enrich in LAC</li> <li>• <b>Ms Jeanine Romano</b>, PDG, Sharjah Education Academy</li> <li>• <b>Ms Sesi Nombulelo Nxesi</b>, PDG, Secteur des pratiques de formation et de développement, Autorité en charge de l'éducation et de la formation</li> </ul> <p>Questions/réponses</p>
15 h 50 – 16 h00	<p><b>Clôture</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Mr Borhene Chakroun</b>, Directeur de la Division pour les politiques et les systèmes d'apprentissage tout au long de la vie, UNESCO</li> </ul>